



Brussels
13/11/2025
HR.B.1.003

VACANCY NOTICE FOR A POST OF SECONDED NATIONAL EXPERT ⁽¹⁾

DG – Directorate – Unit DG - Direction – Unité GD - Direktion - Referat	FISMA.B.3
Post Number in Sysper Numéro de poste dans Sysper Stellennummer in Sysper	9054
Provisional Starting Date Date d'entrée en fonction prévisionnelle Gewünschter Dienstantritt Initial Duration (months) Durée initiale (mois) Dauer (Monate) Place of Secondment Lieu de détachement Abordnungsort	Q2 2026 24 Brussels Bruxelles Brüssel
Type of Secondment Type de détachement Art der Entsendung	With allowances Avec indemnités Mit Vergütung
This Vacancy Notice is open to Cet avis de vacance est ouvert aux Die Stelle ist offen für	Member States États membres Mitgliedstaaten
Deadline for Applications Date limite de candidature Bewerbungsschluss	27/01/2026
Eligibility Criteria Critères d'éligibilité Zulassungsbedingungen	English Version , Version Française , Deutsche Version

⁽¹⁾ To ensure accessibility and inclusivity, this notice is provided in the three official languages of the European Union: English, French, and German. For the job descriptions please refer to your preferred language version.



Brussels
13/11/2025
HR.B.1.003

Entity presentation:

Unit B3 in DG FISMA seeks to ensure that consumers can benefit from high-quality financial services, in particular from banks and other payment service providers. The unit works on legislative issues as well as measures to strengthen the voice of consumers in EU policy making on financial services and to ensure that consumers are helped in disputes over financial services provided across borders. The unit plays a key role in delivering tangible benefits to citizens, such as the right to a bank account, low-cost financial transactions in the Single Euro Payments Area and competitive and innovative payment services. It works closely with other Commission services (in particular DG COMP, DG JUST, DG CNECT) the European Banking Authority, the European Central Bank, national ministries and supervisory authorities, consumer organizations and a wide range of industry stakeholders which include FinTech enterprises as well as traditional banks.

Job presentation:

The SNE will be part of the team responsible for the integration of the EU payment market. He/she will be mainly working on the following issues:

- Finalise the legislative process on the revision of PSD2. In April 2026, when this assignment will start, it can be reasonably expected that the legislation (PSD3/PSR) will be adopted but some work will remain indispensable to finalise the texts before publication. Start engaging with the EBA on the future Level 2 work. Depending on the future PSD3/PSR review clauses, the SNE could be involved during his contract in the preparation of review material (studies, reports etc.).
- Prepare the design of the Multi-stakeholders Platform on Payments Fraud along the lines to be set out in the future adopted PSR.
- Prepare future policy work and strategic vision in the field of payments for the next 5 years. In particular, the SNE would be involved in any work aiming at reinforcing the EU's sovereignty in the field of payments, building in particular on the Instant Payments Regulation and on the future digital euro legal framework. The SNE would have to help prepare any strategic political documents to be submitted to the FISMA hierarchy/Commissioner in this field. He/she would also be closely involved in preparing briefings, speeches etc.
- Work with all private and public stakeholders (notably the European Payments Council, the ECB and the ERPB) to complete the integration of the EU's payments market.
- Cooperate, where necessary, with other team members on other payments related issues where the SNE could bring her/his expertise. Examples here could include the



review of the cross-border payments regulation, e-money, stablecoins, SEPA, instant payments and the digital euro. The SNE could also be involved in international activities in the field of payments (FSB, G20, FATF etc.).

Job requirements

At least 3 years of experience in the payments field are necessary. Familiarity with the EU payments policy and legislation is indispensable.

Personal qualities

Ability to analyse and think strategically, capacity to think out-of-the-box.
Ability to work autonomously in a team and to establish good relations with many external stakeholders.
Ability to present complex issues in a clear, simple and synthetic way, both orally and in writing.

Jobholder profile:

Diploma

- university degree or
- professional training or professional experience of an equivalent level

in the field(s): A legal, political or economic background would be particularly welcome given the nature of the tasks to be performed.

Professional experience

At least 3 years of experience in the payments field are necessary. Familiarity with the EU payments policy and legislation is indispensable.

Language(s) necessary for the performance of duties

Excellent English (written, reading, spoken);
Other languages, in particular French or German, are an advantage.



Brussels
13/11/2025
HR.B.1.003

Présentation de l'entité:

L'unité B3 de la DG FISMA s'efforce de garantir aux consommateurs l'accès à des services financiers de qualité, notamment auprès des banques et autres prestataires de services de paiement. Elle travaille sur les questions législatives et les mesures visant à renforcer la participation des consommateurs à l'élaboration des politiques de l'UE en matière de services financiers et à leur apporter une assistance en cas de litiges relatifs aux services financiers transfrontaliers. L'unité joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre d'avantages concrets pour les citoyens, tels que le droit à un compte bancaire, des transactions financières à faible coût dans l'espace unique de paiements en euros (SEPA) et des services de paiement compétitifs et innovants. Elle collabore étroitement avec d'autres services de la Commission (en particulier les DG COMP, JUST et CNECT), l'Autorité bancaire européenne, la Banque centrale européenne, les ministères et autorités de surveillance nationaux, les associations de consommateurs et un large éventail d'acteurs du secteur, incluant les fintechs et les banques traditionnelles.

Présentation du poste:

L'END fera partie de l'équipe chargée de l'intégration du marché des paiements de l'UE. Il/Elle travaillera principalement sur les tâches suivantes :

- Finaliser le processus législatif relatif à la révision de la DSP2. En avril 2026, date de début de cette mission, on peut raisonnablement s'attendre à ce que la législation (DSP3/PSR) soit adoptée, mais certains travaux resteront indispensables pour finaliser les textes avant leur publication. Il/Elle entamera également des discussions avec l'ABE sur les futurs travaux de niveau 2. Selon les clauses de réexamen de la DSP3/PSR, l'expert national détaché pourrait participer, pendant son contrat, à la préparation des documents de réexamen (études, rapports, etc.).
- Concevoir la plateforme multipartite sur la fraude aux paiements, conformément aux dispositions qui seront définies dans le futur Règlement (PSR).
- Élaborer les orientations politiques et la vision stratégique en matière de paiements pour les cinq prochaines années. L'expert participera notamment à tout travail visant à renforcer la souveraineté de l'UE dans le domaine des paiements, en s'appuyant en particulier sur le règlement relatif aux paiements instantanés et sur le futur cadre juridique de l'euro numérique. L'expert devra contribuer à l'élaboration de tout document politique stratégique à soumettre à la hiérarchie/au Commissaire. Il/Elle participera également activement à la préparation de notes d'information, de discours, etc.
- Collaborer avec l'ensemble des acteurs publics et privés (notamment le Conseil européen des paiements, la BCE et l'ERPB) afin de mener à bien l'intégration du marché des paiements de l'UE.
- Coopérer, le cas échéant, avec les autres membres de l'équipe sur d'autres questions relatives aux paiements pour lesquelles l'expert pourrait apporter son expertise.



À titre d'exemple, il/elle pourrait intervenir dans le cadre de la révision de la réglementation sur les paiements transfrontaliers, de la monnaie électronique, des stablecoins, du SEPA, des paiements instantanés et de l'euro numérique. L'END pourrait également participer à des activités internationales dans le domaine des paiements (FSB, G20, GAFI, etc.).

Exigences en matière d'emploi

Au moins 3 ans d'expérience dans le domaine des paiements sont requis. Une bonne connaissance de la politique et de la législation européennes en matière de paiements est indispensable.

Qualités personnelles

Capacité d'analyse et de réflexion stratégique sur l'avenir des paiements au sein de l'UE ; aptitude à penser de façon innovante et originale.

Capacité à travailler de manière autonome au sein d'une équipe et à établir de bonnes relations avec de nombreux interlocuteurs externes.

Capacité à présenter à l'écrit comme à l'oral des problématiques complexes de manière claire, simple et synthétique.

Profil du titulaire du poste:

Diplôme

- diplôme universitaire ou
- formation professionnelle ou expérience professionnelle de niveau équivalent

dans le(s) domaine(s) : Une formation juridique, politique ou économique serait particulièrement appréciée compte tenu de la nature des missions à accomplir.

Expérience professionnelle

Au moins 3 ans d'expérience dans le domaine des paiements sont requis. Une bonne connaissance de la politique et de la législation européennes en matière de paiements est indispensable.

Langue(s) nécessaire(s) pour l'accomplissement des tâches

Très bon niveau en anglais (écrit, parlé et lu);

D'autres langues, notamment le français ou l'allemand, seraient un plus.



Brussels
13/11/2025
HR.B.1.003

Entitätsvorstellung:

Die Abteilung B3 der GD FISMA setzt sich dafür ein, dass Verbraucherinnen und Verbraucher von qualitativ hochwertigen Finanzdienstleistungen profitieren können, insbesondere von Banken und anderen Zahlungsdienstleistern. Die Abteilung befasst sich mit Gesetzesfragen sowie mit Maßnahmen zur Stärkung der Verbraucherrechte in der EU-Finanzpolitik und unterstützt Verbraucherinnen und Verbraucher bei Streitigkeiten über grenzüberschreitend erbrachte Finanzdienstleistungen. Sie spielt eine Schlüsselrolle bei der Verwirklichung konkreter Vorteile für die Bürgerinnen und Bürger, wie beispielsweise dem Recht auf ein Bankkonto, kostengünstigen Finanztransaktionen im einheitlichen Euro-Zahlungsverkehrsraum und wettbewerbsfähigen sowie innovativen Zahlungsdiensten. Die Abteilung arbeitet eng mit anderen Dienststellen der Kommission (insbesondere GD COMP, GD JUST, GD CNECT), der Europäischen Bankenaufsichtsbehörde, der Europäischen Zentralbank, nationalen Ministerien und Aufsichtsbehörden, Verbraucherorganisationen und einer Vielzahl von Branchenakteuren zusammen, darunter FinTech-Unternehmen und traditionelle Banken.

Stellenbeschreibung:

Der/Die SNE wird Teil des Teams sein, das für die Integration des EU-Zahlungsverkehrsmarktes verantwortlich ist. Seine/Ihre Hauptaufgaben umfassen:

- Abschluss des Gesetzgebungsverfahrens zur Überarbeitung der PSD2. Im April 2026, dem Beginn der Tätigkeit, ist davon auszugehen, dass die Gesetzgebung (PSD3/PSR) verabschiedet sein wird. Dennoch sind noch einige Arbeiten zur Finalisierung der Texte vor der Veröffentlichung unerlässlich.
- Aufnahme der Zusammenarbeit mit der EBA hinsichtlich der zukünftigen Arbeit auf Ebene 2. Abhängig von den zukünftigen Überprüfungsklauseln der PSD3/PSR kann der/die SNE während seines/ihres Vertrags an der Erstellung von Überprüfungsmaterialien (Studien, Berichte etc.) beteiligt sein.
- Entwicklung des Konzepts der Multi-Stakeholder-Plattform zur Bekämpfung von Zahlungsbetrug gemäß den Vorgaben der zukünftig verabschiedeten PSR.
- Erarbeitung der zukünftigen politischen Maßnahmen und strategischen Vision im Zahlungsverkehr für die nächsten fünf Jahre. Der/Die Experte/Expertin für Zahlungsverkehr (SNE) wäre insbesondere an allen Maßnahmen zur Stärkung der EU-Souveränität im Zahlungsverkehr beteiligt, insbesondere auf Grundlage der Verordnung über Sofortzahlungen und des künftigen Rechtsrahmens für den digitalen Euro. Der/Die SNE würde bei der Erstellung strategischer politischer Dokumente mitwirken, die der FISMA-Hierarchie/dem Kommissar in diesem Bereich vorgelegt werden. Er/Sie wäre außerdem eng in die Vorbereitung von Briefings, Reden etc. eingebunden.
- Zusammenarbeit mit allen privaten und öffentlichen Akteuren (insbesondere dem Europäischen Zahlungsverkehrsrat, der EZB und dem Europäischen Rat für Zahlungsverkehr), um die Integration des EU-Zahlungsverkehrsmarktes abzuschließen.



- Bei Bedarf Zusammenarbeit mit anderen Teammitgliedern zu weiteren zahlungsverkehrsbezogenen Themen, in denen der/die SNE seine/ihre Expertise einbringen kann. Beispiele hierfür wären die Überprüfung der Verordnung über grenzüberschreitende Zahlungen, E-Geld, Stablecoins, SEPA, Sofortzahlungen und der digitale Euro. Der/Die SNE könnte auch an internationalen Aktivitäten im Zahlungsverkehr (FSB, G20, FATF etc.) beteiligt sein.

Anforderungen an die Stelle

Mindestens 3 Jahre Berufserfahrung im Zahlungsverkehr sind erforderlich. Kenntnisse der EU-Zahlungsverkehrspolitik und -gesetzgebung sind unerlässlich.

Persönliche Eigenschaften

Analytisches und strategisches Denkvermögen sowie die Fähigkeit, unkonventionell zu denken. Fähigkeit zum selbstständigen Arbeiten im Team und zum Aufbau guter Beziehungen zu externen Stakeholdern.

Fähigkeit, komplexe Sachverhalte klar, einfach und prägnant darzustellen, sowohl mündlich als auch schriftlich.

Anforderungsprofil:

Diplom

- Hochschulabschluss oder
- vergleichbare Berufsausbildung oder Berufserfahrung

im jeweiligen Fachgebiet: Kenntnisse im Rechts-, Politik- oder Wirtschaftsbereich sind aufgrund der Art der auszuführenden Aufgaben besonders erwünscht.

Berufserfahrung

Mindestens drei Jahre Berufserfahrung im Zahlungsverkehr sind erforderlich. Vertrautheit mit der EU-Zahlungsverkehrspolitik und -gesetzgebung ist unerlässlich.

Sprachkenntnisse

Sehr gute Englischkenntnisse (schriftlich und mündlich); Weitere Sprachkenntnisse, insbesondere Französisch oder Deutsch, sind von Vorteil.



Eligibility criteria

The secondment will be governed by the **Commission Decision C(2008) 6866** of 12/11/2008 laying down rules on the secondment to the Commission of national experts and national experts in professional training (SNE Decision).

Under the terms of the SNE Decision, you need to comply with the following eligibility criteria at **the starting date** of the secondment:

- Professional experience: at least three years of professional experience in administrative, legal, scientific, technical, advisory or supervisory functions which are equivalent to those of function group AD.
- Seniority: having worked for at least one full year (12 months) with your current employer on a permanent or contract basis.
- Employer: must be a national, regional or local administration or an intergovernmental public organisation (IGO); exceptionally and following a specific derogation, the Commission may accept applications where your employer is a public sector body (e.g., an agency or regulatory institute), university or independent research institute.
- Linguistic skills: thorough knowledge of one of the EU languages and a satisfactory knowledge of another EU language to the extent necessary for the performance of the duties. If you come from a third country, you must produce evidence of a thorough knowledge of the EU language necessary for the performance of his duties.

Conditions of secondment

During the full duration of your secondment, you must remain employed and remunerated by your employer and covered by your (national) social security system.

You shall exercise your duties within the Commission under the conditions as set out by aforementioned SNE Decision and be subject to the rules on confidentiality, loyalty and absence of conflict of interest as defined therein.

In case the position is published with allowances, these can only be granted when you fulfil the conditions provided for in Article 17 of the SNE decision.

Staff posted in a European Union Delegation are required to have a security clearance (up to SECRET UE/EU SECRET level according to [Commission Decision \(EU, Euratom\) 2015/444 of 13 March 2015](#)). It is up to you to launch the vetting procedure before getting the secondment confirmation.



Submission of applications and selection procedure

If you are interested or have any questions, please follow the instructions and communication channels set up by your national administration.

The European Commission **only accepts applications which have been submitted through the Permanent Representation / Diplomatic Mission to the EU of your country, the EFTA Secretariat or through the channel(s) it has specifically agreed to.** Applications received directly from you or your employer will not be taken into consideration.

You should draft your CV in English, French or German using the **Europass CV format** ([Create your Europass CV | Europass](#)). It must mention your nationality.

Please do not add any other documents (such as copy of passport, copy of degrees or certificate of professional experience, etc.). If necessary, these will be requested at a later stage.

Processing of personal data

The Commission will ensure that candidates' personal data are processed as required by Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council ⁽²⁾. This applies in particular to the confidentiality and security of such data. Before applying, please read the attached privacy statement.

⁽²⁾ Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2018 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data by the Union institutions, bodies, offices and agencies and on the free movement of such data, and repealing Regulation (EC) No 45/2001 and Decision No 1247/2002/EC (OJ L 295, 21.11.2018, p. 39)



Critères d'éligibilité

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d'éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;
- Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. Si vous venez d'un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

Conditions du détachement

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l'article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l'Union européenne doit obligatoirement disposer d'une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission \(EU – Euratom\) 2015/444 du 13 mars 2015](#). Il vous appartient de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de votre détachement.



Soumission des candidatures et procédure de sélection

Si vous êtes intéressé ou si vous avez des questions, veuillez suivre les instructions et les canaux de communication établis par votre administration nationale.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l'intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l'AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s).** Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidature sous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass | Europass](#)) en français, anglais ou allemand. Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes ou attestation d'expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

Traitement des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ⁽³⁾. Ces dispositions s'appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

⁽³⁾ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).



Zulassungsbedingungen

Abordnungen fallen unter den **Beschluss C(2008) 6866 der Kommission vom 12.11.2008** über die Regelung für zur Kommission abgeordnete oder sich zu Zwecken der beruflichen Weiterbildung bei der Kommission aufhaltende nationale Sachverständige (ANS-Beschluss).

Gemäß dem ANS-Beschluss müssen Sie **zu Beginn der Abordnung** die folgenden Zulassungskriterien erfüllen:

- Berufserfahrung: eine mindestens dreijährige Berufserfahrung mit Aufgaben im administrativen, justiziellen, wissenschaftlichen oder technischen Bereich in beratender oder leitender Funktion, die mit den Tätigkeiten der Funktionsgruppe Administration (AD) vergleichbar ist.
- Dienstalter: ein Dienstalter von mindestens einem Jahr (12 Monate) bei Ihrem derzeitigen Arbeitgeber in einem dienst- oder vertragsrechtlichen Verhältnis.
- Arbeitgeber: es muss sich um eine nationale, regionale oder lokale Verwaltung oder eine zwischenstaatliche öffentliche Organisation handeln; ausnahmsweise kann die Kommission nach einer besonderen Ausnahmeregelung Anträge annehmen, wenn es sich bei Ihrem Arbeitgeber um eine öffentliche Stelle (z. B. eine Agentur oder ein Regulierungsinstitut), eine Universität oder ein unabhängiges Forschungsinstitut handelt.
- Sprachkenntnisse: gründliche Kenntnisse einer Sprache der Europäischen Union und ausreichende Kenntnisse einer weiteren Sprache der Europäischen Union in dem für die Wahrnehmung der Funktion erforderlichen Maße. Sollten Sie aus einem Drittland kommen, müssen Sie nachweisen, dass Sie über gründliche Kenntnisse in der zur Ausübung Ihrer Tätigkeit erforderlichen Sprache der Europäischen Union verfügen.

Bedingungen für die Abordnung nationaler Sachverständiger

Während der gesamten Dauer der Abordnung müssen Sie bei Ihrem Arbeitgeber angestellt bleiben, von diesem Ihre Bezüge erhalten und auch weiterhin Ihrem (nationalen) Sozialversicherungssystem angeschlossen bleiben.

Sie werden Ihre Aufgaben innerhalb der Kommission nach Maßgabe des genannten ANS-Beschlusses ausüben und den darin festgelegten Bestimmungen über Vertraulichkeit, Loyalität und Nichtvorliegen von Interessenkonflikten unterliegen.

Falls diese Stelle mit Vergütungen ausgeschrieben wird, können diese nur gewährt werden, wenn Sie die Bedingungen gemäß Artikel 17 des ANS-Beschlusses erfüllen.

Mitarbeiter/Mitarbeiterinnen, die in eine Delegation der Europäischen Union entsandt werden, benötigen eine Sicherheitsüberprüfung (nach SECRET UE/EU SECRET Niveau



gemäß der [Entscheidung der Kommission \(EU-Euratom\) 2015/444, O.J. L 72, 17.03.2015, p.53](#)). Es obliegt Ihnen, das Überprüfungsverfahren vor der Abordnung einzuleiten.

Bewerbung und Auswahlverfahren

Sollten Sie Interesse haben oder Fragen bestehen, folgen Sie bitte den von Ihrer nationalen Verwaltung eingerichteten Anweisungen und Kommunikationswegen.

Die Europäische Kommission akzeptiert nur Bewerbungen, die über die Ständige Vertretung/Diplomatische Vertretung bei der EU Ihres Landes, das EFTA-Sekretariat oder über die Kanäle, denen sie ausdrücklich zugestimmt hat, eingereicht wurden. Bewerbungen, die direkt von Ihnen oder Ihrem Arbeitgeber eingehen, werden nicht berücksichtigt.

Sie sollten Ihren Lebenslauf auf Englisch, Französisch oder Deutsch im Europass CV Format verfassen ([Erstellen Sie Ihren Europass-Lebenslauf | Europass](#)). Ihre Nationalität muss darin angegeben sein.

Bitte fügen Sie Ihrer Bewerbung keine anderen Dokumente (wie Kopien des Personalausweises, Kopien von Abschlusszeugnissen, Nachweise der Berufserfahrung usw.) bei. Diese Dokumente sind gegebenenfalls in einem späteren Stadium des Auswahlverfahrens vorzulegen.

Verarbeitung personenbezogener Daten

Die Kommission trägt dafür Sorge, dass die personenbezogenen Daten der Bewerber/innen gemäß den Anforderungen der Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates verarbeitet werden ⁽⁴⁾. Dies gilt insbesondere für die Vertraulichkeit und Sicherheit dieser Daten. Bevor Sie sich bewerben, lesen Sie bitte die beigefügte Datenschutzerklärung.

⁽⁴⁾ Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten durch die Organe, Einrichtungen und sonstigen Stellen der Union, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 45/2001 und des Beschlusses Nr. 1247/2002/EG (ABl. L 295 vom 21.11.2018, S. 39).“